ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

DÉPARTEMENT DE L'OISE - 2me CIRCONSCRIPTION



Jean BABOULÈNE

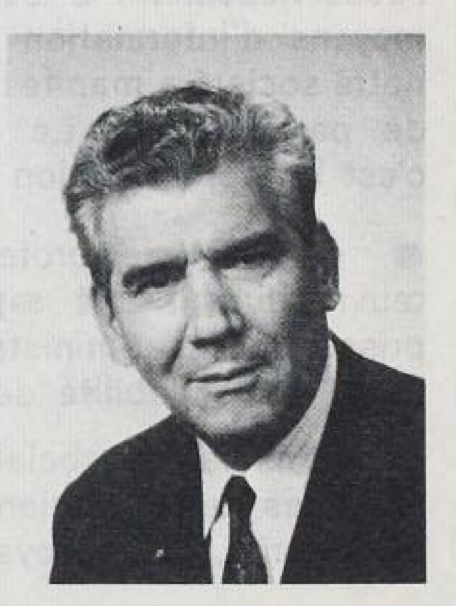
Ancien Elève de l'Ecole Polytechnique
Ingénieur-Conseil
Responsable des Questions de la Technologie et de la Recherche Scientifique du Contre-Gouvernement

Candidat de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste

Remplaçant éventuel :

Marcel MÉRIGONDE

Professeur de C.E.G. Honoraire - Chevalier des Palmes Académiques
Conseiller Général de l'Oise - Ancien Député
Officier de la Légion d'Honneur - Médaille Militaire - Croix de Guerre
Ancien Déporté de la Résistance
Président de la F. G. D. S. de l'Oise



Aux Electrices et aux Electeurs
de la 2me Circonscription,

On nous avait dit : De Gaulle ou le chaos...

Nous avons eu De Gaulle et le chaos.

Dix ans de pouvoir sans délégation ni contrôle, de majorités dociles, d'administrateurs aux ordres, débouchent sur une crise qui vient de secouer la France dans ses profondeurs.

L'homme exceptionnel qui affirmait nous avoir compris, et tout compris de notre société et de notre temps, avait laissé échapper l'essentiel : comment les Français peuvent-ils espérer fraternellement vivre ensemble, dans la justice et pour l'avenir ?

L'évènement lui a-t-il ouvert les yeux ? Il y a tout d'abord réagi selon sa nature immuable : une manœuvre plébiscitaire qui ferait tout rentrer dans le rang. L'affolement des courtisans l'a convaincu de son erreur.

Alors est venu le calcul : pourquoi ne pas refaire ce qui a déjà tant de fois et si bien marché, des élections plébiscitaires, un référendum par serviteurs interposés ? Il suffit de forcer la caricature, de provoquer l'affrontement délibéré des bons et des méchants, de l'ange et des démons. Alors sur une France déchirée apparaîtra le père et le sauveur. Il sera de nouveau, sans obligation ni contrat, notre délégataire universel.

Beaucoup d'entre vous savent tout cela. Ils en concluent que ces élections à chaud, où l'on s'acharne à mobiliser les passions contre la raison, font un mauvais drame. Il faut surmonter cette tentation. L'heure que nous vivons peut être, doit être celle de l'honnêteté. Les élections sont une occasion de réfléchir et d'agir. Saisissons-la.

../..

Les Français veulent travailler

Depuis dix huit mois le chômage étend sa gangrène. Les jeunes ne voient pas de débouchés ; les vieux vivent sous la menace ; les "reconvertis" sont déclassés. On veut nous persuader que c'est là le fruit amer, mais inévitable, de la "mutation". Ça n'est pas vrai, ni à la ferme, ni à l'usine, ni au bureau. C'est le fait d'un "laisser faire" qui est la règle explicite d'un gouvernement doctrinaire acharné à détruire le plan. Dans une Europe en vigoureuse expansion, l'industrie française piétine. Tout le reste du corps économique, privé d'entraînement, se défait. Pour assurer le plein emploi il faut restaurer la responsabilité publique de l'économie, l'intervention et l'aide, faute de quoi les avantages octroyés aux travailleurs ne seront qu'une dérisoire illusion.

Les Français veulent aller vers l'avenir

Nos enfants sont nos juges. La jeunesse ne peut tolérer des lendemains indéchiffrables, incertains. Ils exigent, et ils ont raison, qu'en assumant notre avenir nous assurions le leur. L'école, l'université, ce que nous allons en faire, sont l'épreuve de notre honnêteté. Une école une, ouverte à tous, au contact des institutions et des professions, sera le test irrécusable de la vérité de notre vie sociale.

Les Français veulent être des citoyens

Nous venons de mesurer où conduit la mise en tutelle de cinquante millions d'êtres humains ; l'asservissement, à des fins de propagande, des moyens d'information et de communication. Oui, notre société a manifesté un besoin vital, organique, de participation. Le moyen de la participation, c'est la représentation :

- dans la vie professionnelle, par la mise en œuvre du **droit syndical** dans les entreprises et les administrations, moyen d'expression de la responsabilité des travailleurs ;
- dans la vie sociale, par la restauration sans embages de la gestion autonome des institutions de sécurité, de prévoyance et d'assistance sociale ;
- dans la vie des collectivités locales, par la promotion des communes à la pleine maîtrise des services de la collectivité ;
- dans la vie régionale, pour que les opérations de développement économique et social soient délibérées par les corps socio-professionnels concernés ;
- dans la vie nationale, par un respect de l'équilibre des pouvoirs, un gouvernement réellement fort, un parlement effectivement contrôleur et médiateur.

Aucun Français n'est contre le pouvoir. Ils demandent que le pouvoir ne se détruise pas lui-même dans l'autocratie, l'admiration de soi-même, la vile complaisance de ses sujets. Ils veulent un pouvoir, un pouvoir fort de la participation organique, institutionnelle, de tous les citoyens.

La France vient de se réveiller, riche d'une volonté d'avenir et de progrès.

Va-t-elle retomber, stupidement, dans le drame stérile des affrontements auxquels on ne nous convie que pour durer ?

Allons-nous contribuer à faire avorter les volontés qui s'expriment dans une mortelle division de notre nation ?

Voilà la seule question qui est aujourd'hui posée au cœur de la conscience de chaque française, de chaque français.

Le scrutin du 23 Juin, auquel vous êtes appelé, n'est pas l'occasion dérisoire d'une réponse sans effet. Il vous permet d'exister, de dire qui vous êtes, ce que vous pensez. Prenez-le au sérieux.

Les Français que nous sommes vous adressent un appel passionnément fraternel.

Vous refuserez la reconduction d'un système qui vient de nous conduire au bord du drame national.

Vous affirmerez votre volonté d'un Etat promoteur d'une France réconciliée sur sa volonté de vivre et de progresser.

Vous donnerez votre voix à ceux qui s'engagent à entreprendre le renouvellement profond, lucide, raisonnable de nos institutions... POUR QUE LA FRANCE VIVE,

vous voterez... **Fédération**

Vu : LE CANDIDAT

IMP. TELLIEZ - COMPIÈGNE